



BULLETIN DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

La Somalie risque de devenir un État djihadiste

PAR MATT BRYDEN

POINTS SAILLANTS

- **Al-Shabaab risque fort de s'emparer de Mogadiscio, notamment en raison de la rupture de la coopération politique entre les autorités fédérales et celles des États fédérés.**
- **Une telle issue conférerait davantage de pouvoir à une alliance de militants islamistes dotée de liens à l'échelle mondiale, ce qui modifierait profondément la lutte contre les groupes terroristes sur le plan international.**
- **Le conflit en Somalie devient de plus en plus régionalisé, les États du Golfe soutenant des acteurs et des ambitions somaliens rivaux.**
- **Sortir la Somalie de l'abîme est encore possible, mais cela nécessiterait des réformes politiques et sécuritaires fondamentales et une force de maintien de la paix de l'Union africaine redynamisée.**

En avril 2025, alors même qu'Al-Shabaab lançait une offensive de grande envergure dans une grande partie du centre de la Somalie, les diplomates présents dans la capitale côtière somalienne entamaient des discussions sur une hypothèse déconcertante. La chute de Mogadiscio ressemblerait-elle davantage à la conquête de Kaboul par les talibans ou à la domination de Damas par Hay'at Tahrir al Shams ? Al-Shabaab s'était emparé sans difficulté apparente d'une succession de villes stratégiques jusqu'alors aux mains de l'armée nationale somalienne. En juillet, les militants avaient largement encerclé la capitale, progressant jusqu'à moins de 50 kilomètres de Mogadiscio et établissant des points de contrôle à sa périphérie. Plusieurs ambassades étrangères présentes dans la ville avaient évacué leur personnel non essentiel vers le Kenya voisin. Puis, inexplicablement, l'avancée s'interrompu, laissant le gouvernement fédéral

de la Somalie assiégé revendiquer néanmoins la victoire, alors même que les observateurs les moins optimistes se demandaient quand l'offensive pourrait reprendre.

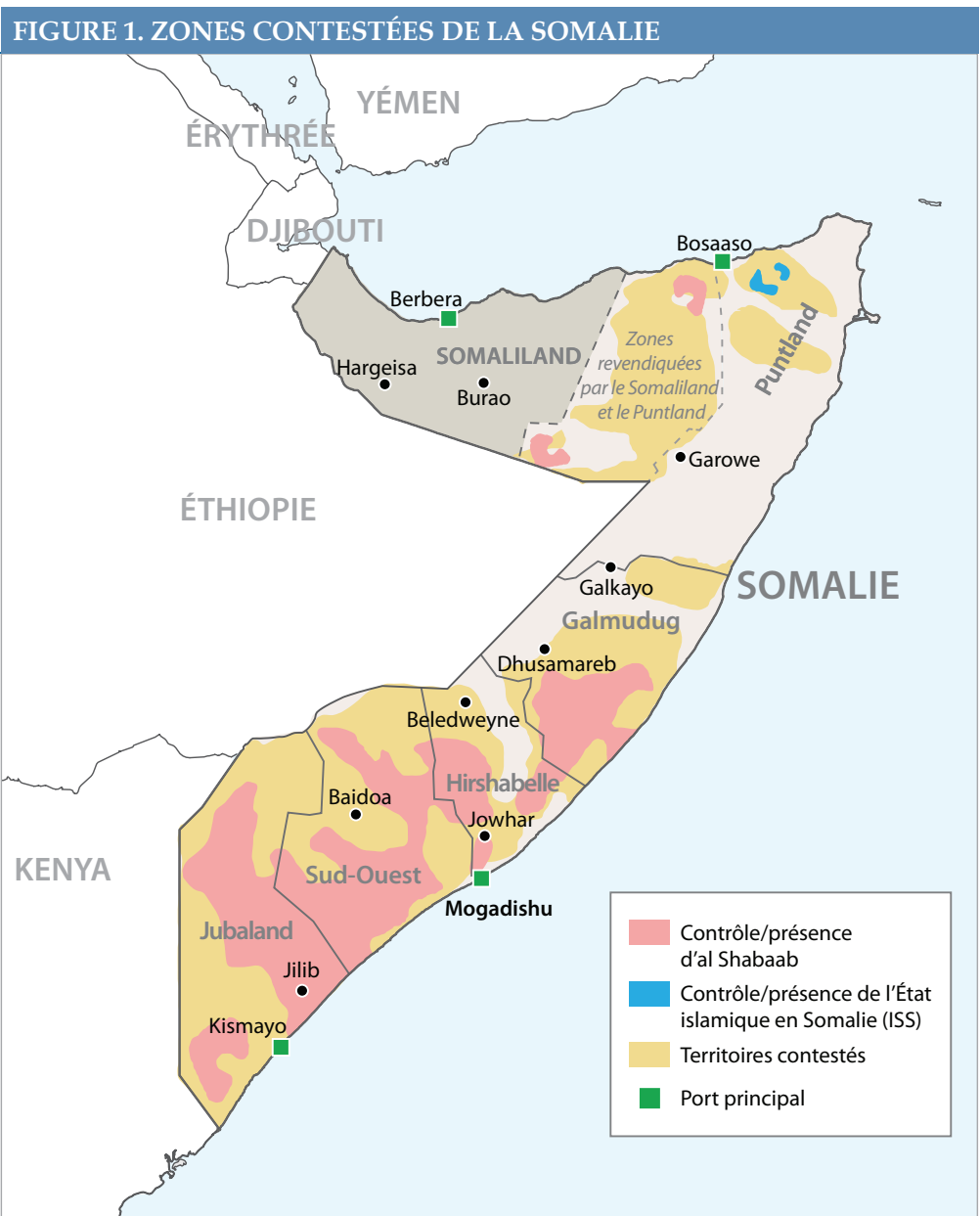
La montée d'une insurrection djihadiste, une opération de soutien à la paix chancelante, la polarisation de la politique intérieure et la concurrence géopolitique régionale ont plongé la Somalie dans une crise de plus en plus grave. De fait, la sphère de contrôle du gouvernement fédéral se limite à Mogadiscio et à quelques villes satellites. La capitale n'est essentiellement qu'une métropole dotée d'un corps diplomatique et d'une armée démoralisée et inefficace. En l'absence d'un changement radical de direction, les scénarios probables à court terme comprennent l'effondrement du gouvernement fédéral et la prise de contrôle de la capitale fédérale par Al-Shabaab, une issue aux conséquences profondes pour la stabilité et la sécurité régionales.

L'insurrection menée par Harakaat Al-Shabaab al-Mujaahidiin (Al-Shabaab), une organisation terroriste affiliée à Al-Qaïda, fait rage depuis près de 20 ans. Le groupe contrôle aujourd'hui environ 30 % du territoire somalien, soit bien plus que le fragile gouvernement fédéral de Mogadiscio. En 2023, une offensive gouvernementale de courte durée, soutenue par les forces spéciales américaines, avait réussi à arracher aux militants de larges pans du centre du pays. Mais les progrès se sont taris au bout de quelques mois, et Al-Shabaab a depuis repris la quasi-totalité des terres qu'il avait perdues. Le groupe renforce actuellement ses forces autour de Mogadiscio et a intensifié ses attaques à l'intérieur de la ville. En octobre 2025, un commando suicide d'Al-Shabaab a pris d'assaut l'antenne de Mogadiscio du service national de renseignement, la NISA, détruisant de précieux renseignements et libérant des dizaines de prisonniers, à quelques pas seulement du palais présidentiel (Villa Somalia).

La force d'Al-Shabaab a toujours été le miroitement de la faiblesse du gouvernement somalien. Malgré plus de 20 ans d'investissements et des milliards de dollars consacrés à la formation et à l'équipement, l'armée nationale somalienne (SNA) demeure incapable de mener des opérations soutenues pour sécuriser et tenir le terrain. Dans un discours prononcé devant le Parlement en novembre 2025, le chef des forces de défense, le général Odowaa Yusuf Raage, a révélé qu'entre 10 000 et 15 000 soldats

avaient été tués ou blessés au combat au cours des trois dernières années. L'armée souffre d'une multitude de problèmes, notamment d'un manque de leadership, de corruption, de normes de formation inégales et d'une

Matt Bryden est conseiller stratégique et partenaire fondateur de Sahar, un centre de politique et de recherche axé sur les dynamiques, les menaces à la sécurité et les réponses en matière de sécurité dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique.



Sources des données : Political Geography Now, Banque mondiale
 Remarque : Les désignations de contrôle territorial sont illustratives et ne doivent pas être considérées comme précises.

dépendance à l'égard de clans jugés loyaux envers un président en exercice, des caractéristiques qui l'empêche d'être une force véritablement nationale. Par conséquent, le gouvernement fédéral somalien dépend fortement de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM) pour sa sécurité. L'ingérence politique de Mogadiscio dans la mission menace de la réduire ou de la fermer du fait de son manque d'effectifs, de l'absence de structure hiérarchique unifiée et d'une hémorragie du soutien des donateurs.

Ces défis révèlent des problèmes bien plus profonds : le détricotage de l'accord politique fédéral en Somalie et des crises Constitutionnelles et électorales cycliques. Les récentes tentatives du président Hassan Sheikh Mohamud visant à modifier la Constitution, à imposer un nouveau système électoral et à redessiner la carte fédérale sont largement considérées comme des manœuvres pour rester au pouvoir au-delà de la fin de son mandat en mai 2026¹, ce qui risque d'accélérer encore plus la fragmentation de la Somalie². La classe politique somalienne s'en trouve donc dangereusement polarisée et incapable de former un front uni contre son ennemi commun, Al-Shabaab.

Al-Shabaab semble pour sa part se contenter d'observer et d'attendre pendant que ses ennemis se chamaillent, que les partenaires internationaux réduisent leur aide à la sécurité et au développement, et que l'AUSSOM envisage de se retirer. En l'absence d'un *deus ex machina* pour sauver le système fédéral somalien, et alors même qu'un nombre croissant de partenaires internationaux ont commencé à explorer discrètement les perspectives d'une paix négociée avec les militants, la prise de Mogadiscio par Al-Shabaab n'est peut-être déjà plus qu'une question de temps, que ce soit par une action militaire ou par des négociations. Si cela se produisait, un nouveau cycle de conflit armé entre un Al-Shabaab renforcé, qui contrôlerait Mogadiscio et ses 4 millions d'habitants, et ses ennemis jurés dans d'autres parties du pays, sera pratiquement inévitable. Les pays voisins seraient également confrontés à la perspective accrue de nouvelles attaques terroristes à leurs frontières. Le temps des demi-mesures pleines d'espoir est donc révolu. Seule une intervention urgente, décisive et concertée peut empêcher la Somalie de devenir un État djihadiste.

LA FORMATION D'UN ÉTAT CONTESTÉ

Près de 35 ans après l'effondrement du gouvernement dictatorial de Siad Barre en 1991, les dirigeants de la Somalie sont unanimes dans leur engagement en faveur d'un État-nation unifié (à l'exception du Somaliland, qui a déclaré son indépendance en 1991 et fonctionne depuis lors comme un État distinct). Hormis ce point en particulier, ils ne sont d'accord sur quasiment rien d'autre. Les éléments essentiels d'une charte de gouvernance globale leur échappent toujours : une Constitution définitive et universellement reconnue, des accords stables de partage du pouvoir et un système électoral unifié. Le pays reste par conséquent fracturé et fissuré, pris au piège d'un combat de pouvoir perpétuel entre un gouvernement fédéral fragile et les puissantes administrations régionales.

UN SOMBRE HÉRITAGE DE POUVOIR CONCENTRÉ

La Somalie, l'un des pays les moins développés au monde, dépend de l'aide financière et militaire étrangère pour sa survie en tant qu'État. Une évaluation réalisée en 1957 par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) prévoyait que le nouvel État aurait besoin d'une assistance financière pendant au moins 20 ans après son indépendance. Les gouvernements occidentaux avaient assumé ce fardeau pendant près d'une décennie après la création de la République somalienne en 1960, mais un coup d'État militaire en 1969 avait porté Siad Barre au pouvoir avec la bénédiction d'un nouveau bienfaiteur : l'Union soviétique (URSS). À elle seule, la masse salariale de l'armée avait rapidement atteint plus d'un quart du budget national, avec du matériel tel que des chars et des avions offerts par l'URSS et ses alliés du bloc de l'Est. La dette extérieure avait également grimpé en flèche, dépassant 1,7 milliard de dollars, soit près de deux fois la valeur du PIB, juste avant l'effondrement de l'État en 1990³.

Cette combinaison de mécénat soviétique et d'emprunts rapaces avait permis à Barre de gouverner la Somalie pendant près d'une décennie en tant qu'État de garnison

hautement centralisé et militarisé. Mais lorsque la Somalie lança une invasion désastreuse de l'Éthiopie en 1977-1978, l'URSS décida de soutenir Addis-Abeba. Barre se tourna alors vers les États-Unis et des alliés occidentaux beaucoup moins obligeants. Sous le coup de sa défaite militaire catastrophique et de la perte du soutien quasi inconditionnel de l'Union soviétique, le régime de Barre lutta pour maintenir son autorité. L'opposition armée apparut pour la première fois en 1978 et les groupes rebelles se sont proliférés tout au long des années 1980, menaçant le régime sur plusieurs fronts. Barre se retrouva seul en 1989 après la suspension du soutien militaire américain et la chute du mur de Berlin. Sans bienfaiteur étranger pour régler les factures, il ne fut plus en mesure de maintenir l'unité du pays.

Pendant les années 1990, un ensemble de seigneurs de guerre et de milices claniques se sont disputé la suprématie, certains d'entre eux adoptant même le titre de « président ». Mais la République somalienne s'était effectivement désintégrée en une mosaïque d'autorités locales claniques qui géraient une partie du territoire, le reste étant confié à une combinaison de traditions de gouvernance somaliennes précoloniales et des factions de milices prédatrices. En tant que siège symbolique du pouvoir national, Mogadiscio demeura particulièrement anarchique, car les seigneurs de la guerre qui y résidaient et leurs partisans estimaient que le contrôle de la capitale équivalait à un leadership national et qu'il valait donc la peine de se battre pour l'obtenir. Mais c'était la seule chose sur laquelle la plupart des autres Somaliens pouvaient s'accorder : jamais plus autant de pouvoir ne devait être conféré à un gouvernement national, au risque de voir réapparaître le despotisme ou la dictature.

En l'absence d'un gouvernement national opérationnel, le pouvoir en Somalie est devenu non seulement décentralisé, mais aussi « non centralisé »⁴, son économie politique s'articulant autour de quatre ports en eau profonde – ceux de Berbera, Bosaaso, Kismayo et Mogadiscio. Le contrôle de ces actifs lucratifs, ainsi que des infrastructures économiques de moindre importance, telles que les aéroports et les routes, a façonné la dynamique de la longue guerre civile en Somalie. À la fin des années 1990, il était largement admis qu'un processus décentralisé de reconstruction de

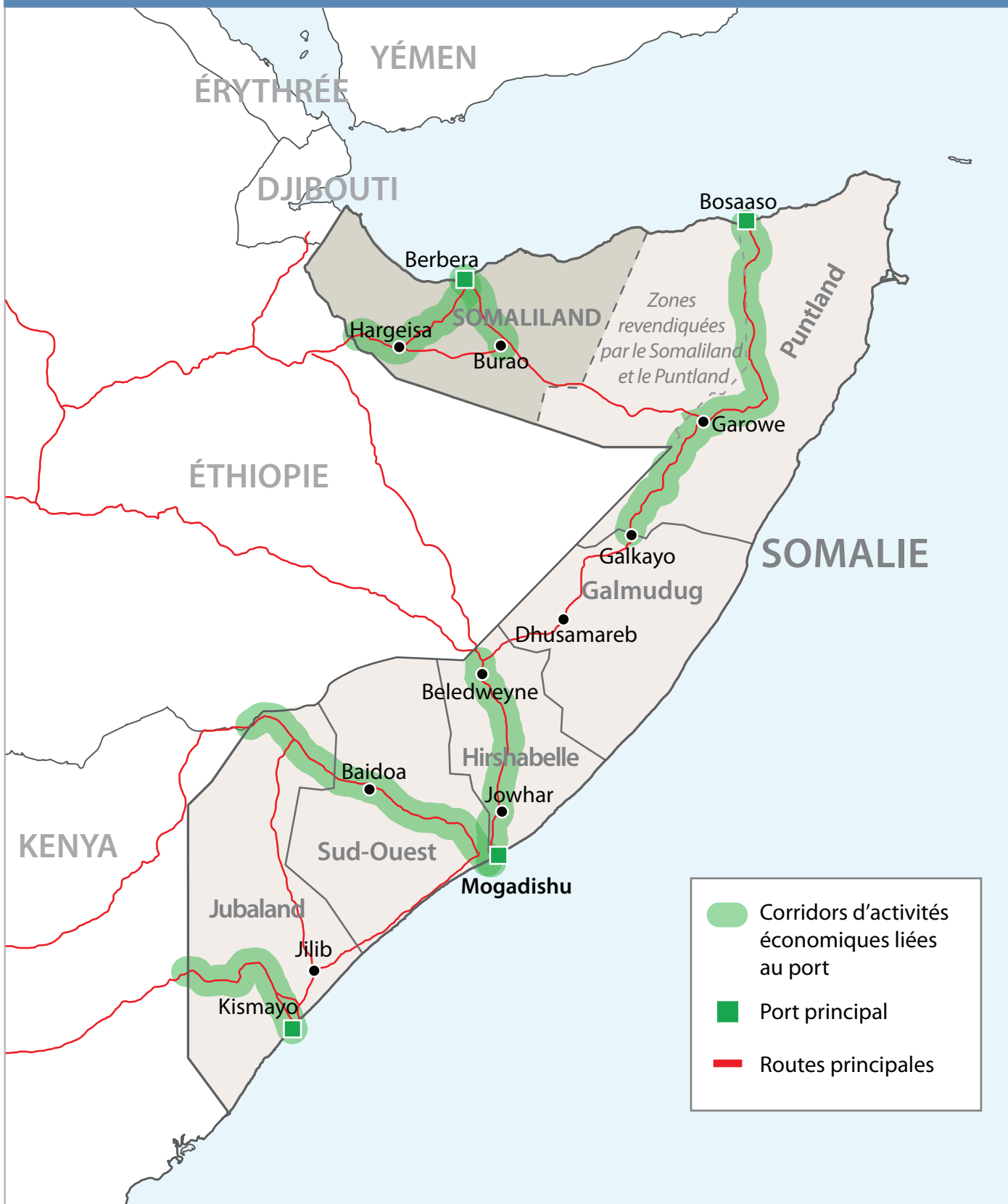
l'État, commençant par ces « économies portuaires » et leurs autorités régionales correspondantes, offrait la voie la plus logique pour progresser dans les structures sociétales très dispersées et complexes de la Somalie. En 1999, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui regroupe les États membres de la Corne de l'Afrique, s'était ralliée à un paradigme proto-fédéral ascendant, connu à l'époque sous le nom d'approche « modulaire », plutôt qu'à l'imposition d'un gouvernement national à Mogadiscio.

Après plusieurs faux départs, le parlement de la Somalie adopte en 2012 une Constitution provisoire qui jeta les bases d'une république parlementaire et fédérale. Selon la Constitution provisoire, le Conseil des ministres, présidé par le Premier ministre, est désigné comme « la plus haute autorité exécutive du gouvernement fédéral », le président ayant un rôle essentiellement cérémoniel⁵. La Constitution provisoire stipule deux niveaux d'autorité : le gouvernement fédéral (FGS) et les États membres fédéraux (FMS). Ce n'est pas une coïncidence si les trois États les plus puissants, c'est à dire le Somaliland, le Puntland et le Jubaland, administrent respectivement les économies portuaires de Berbera, Bosaaso et Kismayo. Le quatrième port, Mogadiscio, fait vivre à la fois l'administration locale du Banaadir et le FGS lui-même, puisque ce dernier contrôle 85 % des recettes du port de Mogadiscio.

Aujourd'hui, chacune de ces économies portuaires génère entre 100 et 400 millions de dollars de recettes par an, assurant ainsi le fonctionnement des autorités régionales et de leurs appareils de sécurité. En l'absence d'un règlement politique global, les relations entre ces administrations se caractérisent par un degré inévitable de concurrence. Aucune d'entre elles, y compris le « gouvernement fédéral » putatif de Mogadiscio, n'est assez forte pour imposer sa volonté aux autres. Pendant ce temps, les FMS restants de la Somalie – Sud-Ouest, Hirshabelle et Galmudug – sont tous dépourvus de ports en eau profonde et dépendent largement des autorités de Mogadiscio pour leurs revenus. Ce déséquilibre est source de tensions politiques au sein de la fédération naissante. Les FMS plus riches et plus puissants revendiquent davantage d'autonomie par rapport à Mogadiscio, tandis que les membres les plus faibles se plient généralement aux souhaits du FGS.

La création et le maintien de structures fédérales fonctionnelles constituent partout un défi car elles exigent explicitement un partage du pouvoir entre les différents

FIGURE 2. L'ÉCONOMIE POLITIQUE PORTUAIRE DE LA SOMALIE



Sources des données : Banque mondiale, Political Geography Now

Remarques : Les désignations de contrôle territorial sont illustratives et ne doivent pas être considérées comme précises.

niveaux de gouvernement (et souvent entre les différents partis, ethnies et intérêts). Les avantages de ces structures sont qu'elles rapprochent les citoyens du processus de prise de décision du gouvernement, permettant une meilleure contextualisation au sein de sociétés diverses. Elles représentent par ailleurs un frein supplémentaire à une autorité exécutive débridée. Mais dans le cas de la Somalie, les défis posés par la construction d'une fédération fonctionnelle ont été amplifiés par les caprices et les ambiguïtés de la Constitution provisoire, un document profondément défectueux. Hormis la désignation des autorités chargées des affaires étrangères, de la défense nationale, de la citoyenneté et de l'immigration, et de la politique monétaire à Mogadiscio, le texte n'aborde pas la répartition des pouvoirs et des ressources entre les autorités fédérales et les autorités des États. Les questions restantes, de la sécurité nationale au fédéralisme fiscal, en passant par la gestion des ressources naturelles et les services sociaux, selon le document, «devront être négociées et convenues par le gouvernement fédéral et les États membres fédéraux»⁶.

Cependant, au lieu de négocier, les présidents fédéraux successifs ont cherché à concentrer le pouvoir entre leurs propres mains, à la fois en s'arrogeant unilatéralement des pouvoirs au sein du gouvernement central et en assumant le pouvoir exécutif qui revient, selon la Constitution, au conseil des ministres. Cette trajectoire a atteint son apogée au cours du deuxième mandat du président Hassan Sheikh Mohamud (HSM), qui semble déterminé à établir un système de gouvernement présidentiel et unitaire sans en porter le nom⁷. Deux des cinq FMS somaliens, le Puntland et le Jubaland, ont réagi en suspendant leurs relations avec Mogadiscio et en retirant leur reconnaissance de l'autorité fédérale. Le combat pour le pouvoir a plongé la fédération dans le chaos politique et un vide constitutionnel, paralysant l'effort de guerre contre Al-Shabaab.

Au lieu de négocier, les présidents fédéraux successifs ont cherché à concentrer le pouvoir entre leurs propres mains.

Le gouvernement fédéral somalien affirme que le Puntland et le Jubaland sont des perturbateurs dont les revendications d'autonomie sont injustifiées et déraisonnables. D'un point de vue constitutionnel, le gouvernement fédéral n'a pas le pouvoir de décider quels pouvoirs doivent être confiés au FMS. Il n'est habilité qu'à négocier. Contrairement à ce qu'a

pu affirmer le président fédéral, ce n'est pas la Constitution qui confère à Villa Somalia l'autorité de se positionner en tant qu'arbitre des pouvoirs et des ressources au sein de la fédération, mais plutôt le statut de souveraineté qui lui a été conféré de l'extérieur et par son accès à l'aide étrangère. La reconnaissance internationale universelle du FGS en 2012, malgré son statut juridique provisoire, a débloqué un accès sans précédent à l'aide des donateurs. Depuis lors, ces derniers ont augmenté leur aide financière à la Somalie. Cette aide s'élève désormais à entre 5 et 7 milliards de dollars par an, dont environ un tiers est consacré à la sécurité et environ 1 milliard de dollars au soutien financier « budgétaire » direct du FGS. Pour l'exercice 2025-2026, cela représente environ 70 % du budget fédéral. Sans ce secours financier, le FGS aurait du mal à administrer Mogadiscio, et encore moins à dicter ses conditions au FMS.

Une autre source de tension dans les négociations sur la structure fédérale porte sur un nouveau système électoral d'« une personne, une voix », c'est-à-dire le suffrage universel. La Villa Somalia envisage un processus électoral « à trois niveaux », avec des élections locales suivies d'élections au niveau des États et, enfin, des élections pour un nouveau parlement fédéral, qui élira à son tour le prochain président. Certains partenaires internationaux ont salué cette intention comme un pas décisif vers la démocratie. Cependant, d'autres s'inquiètent du fait que le scrutin ne pourrait se dérouler en toute sécurité qu'à Mogadiscio et dans une poignée d'autres villes du sud de la Somalie où le FGS exerce son autorité. Le modèle électoral proposé permettrait aux électeurs de ces enclaves urbaines d'élire l'ensemble du parlement. La grande majorité des nouveaux députés fédéraux représenteraient donc des régions du pays où les élections n'auraient pas lieu, notamment le Puntland et le Jubaland, ce qui amplifierait dangereusement les clivages régionaux et claniques qui ont rendu la crise somalienne si inextricable.

Compte tenu du fait qu'il est très improbable que toutes les étapes requises pour un tel processus électoral soient achevées d'ici mai 2026, la Villa Somalia prépare discrètement le terrain pour une prolongation inconstitutionnelle du mandat de HSM d'au moins deux années supplémentaires⁸. Une telle mesure serait probablement rejetée avec force par le Puntland et le Jubaland, ainsi que par le Forum de salut national, une coalition politique de l'opposition basée à Mogadiscio. La possibilité de violentes émeutes est bien réelle. En 2021, les dirigeants de l'opposition nationale,

dont à l'époque HSM, avaient mobilisé des milices dans la capitale pour empêcher le président en exercice, Mohamed Abdillahi Farmaajo, de demander une prolongation de son mandat dans des circonstances presque identiques. La même confrontation pourrait se reproduire. Des affrontements violents dans les rues de Mogadiscio ne serviraient qu'à délégitimer encore plus le FGS, tout en donnant une nouvelle victoire de propagande à Al-Shabaab.

VERS UN ÉTAT ISLAMISTE

Alors même que la voie vers la construction d'un système fédéral fonctionnel en Somalie reste floue, la perspective de voir le pays devenir un État illibéral et islamiste est de plus en plus probable. La Constitution somalienne de 1960 avait fait de l'islam une religion d'État, tout en limitant l'application de la charia au statut personnel des musulmans. Pour le reste, la Somalie présentait les caractéristiques d'un État laïc. La Constitution provisoire de 2012 est cependant explicitement « basée sur les fondements du Saint Coran et de la Sunna de notre prophète Mohamed et protège les objectifs supérieurs de la charia et de la justice sociale »⁹. Aucune loi ne peut être promulguée qui « n'est pas conforme aux principes généraux et aux objectifs de la charia »¹⁰.

Les espoirs de voir Al-Shabaab considéré comme un acteur politique raisonnable et un partenaire potentiel dans la gouvernance de la Somalie sont infondés et n'ont pas été testés.

Le caractère résolument religieux du nouveau texte Constitutionnel est symptomatique de la montée constante des mouvements islamistes somaliens après l'effondrement du régime de Barre en 1991. Depuis 2009, lorsque le président Sheikh Sharif Sheikh Ahmed a fait entrer sa faction Aala Sheekh des Frères musulmans dans la Villa Somalia, les islamistes politiques ont connu des alternances ininterrompues au pouvoir à Mogadiscio. HSM a succédé à Sheikh Sharif en 2012 en tant que candidat du parti Damul Jadiid (« Sang neuf »), une autre faction des Frères musulmans avec des liens avec le Qatar, la Turquie et le Koweït. En 2017, HSM a cédé le pouvoir à Farmaajo et à la puissante secte salafiste al Ictisaam b'il Kitaab wa Sunna (al I'tisaam), une branche secrète de la première organisation djihadiste somalienne : al Itixaad al Islaami (al Itihaad).

Créé en 1983, al Itihaad avait lutté pour établir un « émirat » islamique en Somalie au début des années 1990, mais il fut écrasé par l'armée éthiopienne en 1997 et s'est scindé en deux factions : Al-Shabaab et al I'tisaam. Les deux factions partagent la même idéologie, telles deux faces de la même pièce salafiste-djihadiste, mais elles restent des rivaux politiques qui briguent le pouvoir politique par des moyens différents. Alors qu'Al-Shabaab cherche à régner par la force des armes, al I'tisaam fait du prosélytisme par l'intermédiaire d'un vaste réseau de mosquées salafistes, de madrassas, de markazes, d'écoles et d'universités. Pendant ce temps son vaste empire d'entreprises et d'organisations caritatives mène un « djihad » socioéconomique. Aujourd'hui, les services financiers, les télécommunications et les produits pétroliers de la Somalie, pour n'en citer que quelques-uns, sont dominés par des entreprises affiliées à al I'tisaam. Sous l'administration de Farmaajo, al I'tisaam a goûté à une proximité sans précédent au pouvoir en tant que parti dirigeant non déclaré. Les perspectives de réconciliation avec Al-Shabaab ne se sont toutefois pas concrétisées. Lorsque HSM a été réélu en 2022, al I'tisaam a été mis à l'écart.

Au cours du deuxième mandat de HSM, le Damul Jadiid et al I'tisaam sont néanmoins parvenus, grâce à la médiation de leur protecteur commun, le Qatar, à un modus vivendi plutôt tendu. Le Damul Jadiid domine le pouvoir exécutif, tandis qu'un éminent religieux d'Al I'tisaam, le cheikh Bashir Salaad, préside le Conseil national des oulémas. Le Damul Jadiid est régulièrement décrit comme plus « progressiste » que les autres groupes islamistes somaliens, mais le conservatisme et l'intolérance religieuse de certains hauts fonctionnaires sont de notoriété publique. En outre, les amendements controversés à la Constitution proposés par la Villa Somalia sont imprégnés de la jurisprudence salafiste des théoriciens d'al I'tisaam, y compris des dispositions qui contreviennent aux obligations de la Somalie en matière de droits humains en tant que membre de l'Union africaine (UA) et de l'Organisation des Nations unies (ONU)¹¹.

Si la Somalie parvient à organiser un scrutin en 2026, tout candidat sérieux à la présidence devra probablement être soutenu par l'un de ces groupes islamistes. Et si le vainqueur n'est pas le candidat choisi par al I'tisaam, il devra probablement conclure un accord avec les salafistes pour pouvoir gouverner de manière efficace. Cela renforcera les pressions en faveur d'une plus grande centralisation du pouvoir à Mogadiscio et d'une influence de plus en plus



Vue aérienne de Mogadiscio. (Photo : AFP/Yasuyoshi Chiba)

omniprésente du dogme salafiste sous couvert d'authenticité religieuse. Il est donc probable que cela engendre des tensions encore plus profondes entre le centre fédéral et ses périphéries, notamment celles qui ne sont pas encore tombées aussi profondément sous l'influence salafiste.

Tous les grands mouvements islamistes somaliens aspirent à un État centralisé et unitaire, même si la plupart ont eu du mal à s'imposer au-delà de Mogadiscio et des régions centrales. Seul al I'tisaam est parvenu à influencer la politique au Somaliland, au Puntland et au Jubaland, généralement en subornant les politiciens et en subvertissant leurs gouvernements afin de diluer progressivement leur autonomie et de les obliger à s'intégrer graduellement dans une autorité islamiste centrale. Cependant, comme l'atteste l'histoire récente, lorsque les sectes islamistes prennent le pouvoir à Mogadiscio et que les formidables instruments de contrainte du gouvernement fédéral, notamment l'isolement diplomatique, les pressions économiques, la guerre juridique et même les conflits, sont utilisés afin de démanteler le fédéralisme, il en résulte une polarisation, une militarisation et un conflit armé encore plus profonds.

LA GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE AMPLIFIE LES PRESSIONS

La géopolitique de la Corne de l'Afrique aggrave encore les fissures internes de la Somalie. Les dynamiques régionales sont de plus en plus influencées par les intérêts des puissances moyennes émergentes, notamment les Émirats arabes unis (EAU), le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie. La Somalie n'est que l'un des nombreux théâtres où se jouent leur rivalité stratégique, leurs divergences idéologiques et leur diplomatie de coalition instable.

La montée des mouvements islamistes en Somalie représente un axe clé de la rivalité entre puissances moyennes. Les alliés les plus proches de HSM, avec lesquels les relations sont ancrées dans l'affinité idéologique, sont le Qatar et la Turquie. Le Damul Jadiid somalien et l'Adalet ve Kalknma Partisi (AKP) turc sont tous deux alignés sur les Frères musulmans, dont le principal mécène mondial est largement reconnu comme étant Doha. Mais le Qatar entretient également des relations discrètes avec al I'tisaam et Al-Shabaab, notamment en apportant un soutien financier aux services sociaux et à l'aide humanitaire

dans les zones contrôlées par les militants, apparemment afin de créer des conditions propices à des négociations visant à mettre fin au conflit. La promotion persistante par Doha d'un dialogue politique entre le FGS et Al-Shabaab, en vue d'une sorte d'accord de partage du pouvoir, est un anathème pour les voisins africains les plus proches de la Somalie (l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda) et pour de nombreux partenaires occidentaux. Même Al-Shabaab semble peu enthousiaste à l'idée d'entamer des pourparlers. Mais le Qatar semble croire que si Al-Shabaab renonçait à son affiliation à Al Qaeda et abandonnait toute revendication territoriale à l'encontre des pays voisins, les réserves internationales à l'égard du groupe pourraient être surmontées. Le plaidoyer inébranlable de Doha à cet effet suggère que le riche émirat du Golfe est moins investi dans le succès d'un dirigeant somalien particulier que dans la réalisation d'une vision à long terme pour la future gouvernance islamiste de la Somalie, une gouvernance dont Al-Shabaab pourrait être l'une des principales parties prenantes.

La plupart [des mouvements islamistes somaliens] ont eu du mal à s'imposer au-delà de Mogadiscio et des régions centrales.

Au-delà des liens idéologiques, l'intérêt de la Turquie pour la Somalie est à la fois stratégique et économique. Depuis la première visite du président Recep Erdoğan (alors premier ministre) à Mogadiscio en 2011, Ankara a énormément augmenté ses investissements commerciaux, militaires et humanitaires en Somalie (pour atteindre un total d'environ 220 millions de dollars)¹². Des ONG turques ont construit des hôpitaux, des cliniques et des écoles dans toute la capitale. Des entreprises turques ont obtenu des contrats à long terme pour gérer le port et l'aéroport international de Mogadiscio, ainsi que des projets d'infrastructure, tels que des routes et des bureaux gouvernementaux, dont certains seraient financés par le Qatar (qui a également investi plus de 200 millions de dollars en Somalie). La base militaire et le centre de formation TURKSOM à Mogadiscio constituent le plus grand complexe de ce type construit par la Turquie en Afrique. Ce centre a formé des milliers de soldats destinés aux bataillons d'infanterie avancés Gorgor de l'armée nationale somalienne (SNA) et à l'unité spéciale de police paramilitaire Haram'ad. Au début de l'année 2024, Ankara a signé deux accords ambitieux et dont les conditions sont très avantageuses avec Mogadiscio : un accord global dans les domaines du maritime et de la défense, et un accord de coopération dans le secteur pétrolier et gazier.

La Turquie a également annoncé son intention de construire une importante installation de lancement spatial et une base d'essai de missiles balistiques sur le littoral somalien de l'océan Indien. À l'instar du Qatar, ces investissements à grande échelle témoignent de l'engagement à long terme de la Turquie à l'égard de la Somalie, qui que soit le président en exercice.

Alors que le Qatar et la Turquie prônent un État somalien fort et unitaire dirigé par des islamistes, les Émirats arabes unis se situent carrément du côté opposé de l'équation. En général, Abu Dhabi déteste les mouvements islamistes et se montre favorable aux systèmes de gouvernance décentralisés et fédéraux. Les Émirats arabes unis ont donc noué des liens étroits avec le Somaliland, le Puntland et le Jubaland, leur fournissant une certaine mesure d'aide financière et sécuritaire, tout en entretenant des relations délicates mais cordiales avec Mogadiscio, notamment en prenant en charge le paiement des salaires des unités de police militaire formées par les Émiratis dans la capitale. Selon les estimations, les Émirats arabes unis fournissent 600 millions de dollars d'investissements non militaires en Somalie, dont une grande partie dans le Puntland. Les forces émiraties ont établi des bases dans les aéroports de Berbera (Somaliland) et de Bosaaso (Puntland), ce dernier servant de centre logistique et de transit pour les opérations militaires des EAU dans l'ensemble de la région¹³. L'entreprise émiratie DP World a obtenu des contrats pour gérer les ports de Berbera et de Bosaaso, y compris des expansions majeures de ces deux installations, ce qui permet aux EAU de faire jouer leur puissance économique considérable.

Un leadership plus pragmatique et inclusif de la Villa Somalia, visant à réunifier une fédération qui s'effrite et à répondre aux aspirations du Somaliland par un dialogue constructif, contribuerait grandement à harmoniser les puissances régionales autour de ces mêmes objectifs.

À cet égard, les objectifs stratégiques des EAU coïncident avec ceux de l'Éthiopie et du Kenya, dont les intérêts vitaux en matière de sécurité impliquent une coopération politique et sécuritaire avec le Somaliland, le Puntland et le Jubaland. En revanche, en raison de ses rivalités avec ces trois entités, Villa Somalia s'est tournée vers l'Égypte

et les autorités militaires soudanaises pour obtenir leur soutien. Ces deux gouvernements ont formé des agents des services de renseignement somaliens. L'Égypte se prépare par ailleurs à déployer un contingent de soldats en Somalie avec l'AUSSOM. Par conséquent, la Somalie s'enfonce de plus en plus dans un conflit régional qui, de manière générale, oppose l'Égypte, l'Érythrée, le Soudan, le Qatar et la Turquie à l'Éthiopie, le Kenya et les Émirats arabes unis. L'ingérence externe en Somalie constitue, du moins pour l'instant davantage une preuve du désordre interne qui y règne qu'une cause de ce phénomène. Un leadership plus pragmatique et inclusif de la Villa Somalia, visant à réunifier une fédération qui s'effrite et à répondre aux aspirations du Somaliland par le biais d'un dialogue constructif, contribuerait grandement à harmoniser les puissances régionales autour de ces mêmes objectifs.

Somaliland

Dans ce contexte de géopolitique régionale, la question du Somaliland reste particulièrement contentieuse. En mai 1991, peu après la chute de Siad Barre, le territoire avait annoncé la dissolution de son union chaotique avec la Somalie italienne, conclue en 1960, et retrouvé la souveraineté dont il avait brièvement joui après avoir obtenu son indépendance du Royaume-Uni. Depuis lors, le Somaliland fonctionne comme un État de facto, avec sa propre Constitution, un gouvernement démocratiquement élu, une force de sécurité, une monnaie et son propre passeport, presque entièrement sans l'aide des donateurs bilatéraux. Malgré l'absence de reconnaissance internationale, l'indépendance de fait du Somaliland par rapport à la Somalie dépasse déjà la brève période pendant laquelle les deux États étaient unis, ce qui signifie que la majorité des Somalilandais, soit près de 75 %, n'ont aucun souvenir d'une république somalienne unie. Même parmi ceux qui sont assez âgés pour s'en souvenir, la plupart ont souffert de marginalisation, d'une répression brutale et d'une offensive militaire « quasi génocidaire » menée par le gouvernement somalien¹⁴, laissant seulement une minorité engagée, mais réduite, de la population désireuse d'une quelconque forme de réunification avec Mogadiscio.

Le Somaliland mène également une politique étrangère indépendante et entretient des relations diplomatiques avec un nombre croissant de gouvernements étrangers. Mogadiscio et ses alliés rejettent la revendication du Somaliland d'être un État indépendant. Toutefois, après plus d'une décennie

de dialogue infructueux et 12 réunions de négociation, au cours desquelles Mogadiscio est revenu sur ses engagements, Hargeisa semble avoir abandonné toute perspective de « divorce à l'amiable » avec la Somalie. L'Éthiopie est le plus grand voisin du Somaliland et son partenaire international le plus proche en ce qui concerne la coopération sécuritaire, le commerce et les programmes d'échange. Les Émirats arabes unis fournissent également une assistance sécuritaire et ont investi plus de 500 millions de dollars dans la modernisation du port et du corridor commercial entre Berbera et la frontière éthiopienne. Les relations étroites du Somaliland avec Taïwan ont également attiré l'ire de Pékin, qui a adopté une politique plus explicite « Une Somalie, une Chine » et a intensifié ses relations avec le FGS.

Le protocole d'accord conclu entre l'Éthiopie et le Somaliland en janvier 2024, qui proposait à l'Éthiopie de louer 20 kilomètres de côtes du Somaliland pour y installer une base navale en échange de la reconnaissance du Somaliland, a considérablement renforcé le profil géopolitique du Somaliland et a provoqué une vive réaction de la part de Mogadiscio et de ses alliés. L'Éthiopie a ensuite suspendu la mise en œuvre du protocole d'accord. Cependant, grâce au regain d'intérêt des États-Unis pour le Somaliland, cette question reste d'actualité.

Le Somaliland, le Puntland et dans une moindre mesure d'autres administrations FMS ont prouvé qu'ils étaient capables de fournir non seulement la paix et la sécurité, mais aussi des opportunités économiques et des libertés individuelles qu'Al-Shabaab ne tolérerait jamais.

Selon les opposants à la reconnaissance du Somaliland, une telle mesure encouragerait les groupes séparatistes dans d'autres régions d'Afrique, ce qui déstabiliserait davantage la Somalie et aggraverait la menace posée par Al-Shabaab. Les partisans de la reconnaissance citent quant à eux la force unique du dossier juridique du Somaliland en faveur de l'indépendance, sa paix relative, sa stabilité et sa légitimité démocratique, ainsi que sa politique étrangère orientée vers l'Occident. Selon eux, la reconnaissance permettrait au Somaliland de s'engager dans des échanges commerciaux normaux et de devenir un partenaire important dans la sécurité collective et le

développement régional. En 2005, une mission d'enquête de l'Union africaine s'était ralliée à ces arguments : Elle avait conclu que la demande de reconnaissance du Somaliland était « historiquement unique et se justifiait d'elle-même dans l'histoire politique de l'Afrique...et qu'elle ne devrait pas être liée à la notion d'ouverture d'une boîte de Pandore »¹⁵. L'absence de reconnaissance, en revanche, « lie les mains des autorités et du peuple du Somaliland, car ils ne peuvent pas traiter efficacement et durablement avec l'extérieur pour poursuivre les objectifs de reconstruction et de développement »¹⁶.

En principe, la souveraineté du Somaliland devrait être déterminée en fonction de ses mérites juridiques, moraux et politiques intrinsèques, et non seulement en fonction des dysfonctionnements de la Somalie. Néanmoins, les aspirations du Somaliland ont longtemps été soumises au veto de facto de Mogadiscio, indépendamment de l'existence ou non d'un gouvernement somalien viable. Si la situation dans le sud de la Somalie continue à se détériorer, que ce soit vers l'effondrement de l'État ou vers une prise de contrôle par Al-Shabaab, un nombre croissant de pays semblent prêts à réexaminer les arguments du Somaliland en faveur de la création d'un État, selon ses propres conditions.

AUSSOM

Indépendamment de ce kaléidoscope de dynamiques nationales et géopolitiques, le sort immédiat de la Somalie dépend en grande partie de celui de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM). Après près de 20 ans de présence en Somalie, la lassitude des donateurs et l'incertitude financière quant à l'avenir de la mission pourraient nécessiter une réduction de ses effectifs, voire son retrait total. Les États-Unis s'opposent à l'utilisation d'un nouveau mécanisme des Nations unies qui autoriserait l'utilisation des fonds de base de l'ONU pour l'AUSSOM¹⁷. Cependant, d'autres donateurs traditionnels, y compris l'Union européenne et le Royaume-Uni, ne sont pas disposés à combler seuls le déficit. Les capacités de la mission vont donc certainement se dégrader et il se peut qu'elle doive être reconfigurée pour n'être guère plus qu'une force de surveillance du port, de l'aéroport et de la « zone verte » diplomatique étrangère de Mogadiscio. En l'absence d'un nouveau déploiement militaire bilatéral par l'un des proches alliés de la Somalie, les perspectives de survie du FGS au-delà de cette date s'amenuiseraient considérablement.

La longue mission de l'UA en Somalie est largement critiquée pour sa durée, son coût et son incapacité à stabiliser le pays. Mais une grande partie de ces critiques sont infondées. Entre 2007 et 2011, les troupes de l'UA s'étaient battues rue par rue pour libérer Mogadiscio d'Al-Shabaab ; elles avaient subi en cours de route de lourdes pertes. En 2012, l'AMISOM avait repris le contrôle du port de Kismayo, qui était devenu une source de revenus majeure pour Al-Shabaab. En 2016, la mission avait atteint la plupart de ses objectifs principaux en sécurisant la capitale et la plupart des autres grandes villes du sud de la Somalie. Pendant plus d'une décennie, la présence de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a permis aux dirigeants politiques somaliens de délibérer librement de l'avenir de leur pays, de mettre en place des institutions civiles et de créer des forces militaires et de police somaliennes suffisantes pour assumer la responsabilité de la sécurité nationale.

Le sort immédiat de la Somalie dépend en grande partie de celui de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM).

Un plan global pour la sécurité et la stabilité de la Somalie avait été adopté en mai 2017 lors d'une conférence à Londres à laquelle avaient participé des représentants du FGS, des FMS et des partenaires internationaux. Le pacte de sécurité qui s'en est suivi, qui était l'aboutissement de près d'une année entière de négociations entre le FGS et les FMS, prévoyait la mise en place d'une architecture de sécurité nationale (NSA) fédérée avant la fin de 2017¹⁸. La responsabilité principale des types d'opérations de contre-insurrection et de lutte contre le terrorisme nécessaires pour vaincre Al-Shabaab avait été confiée à quelque 32 000 policiers, y compris des paramilitaires lourdement armés, répartis entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États fédérés. Une SNA forte de 18 000 hommes devait fournir un soutien de haut niveau selon les besoins. La transition entre l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes devait commencer en 2018.

Mais l'administration Farmaajo (2017-2022) a discrètement mis le pacte de sécurité au placard avant même que l'encre ne soit sèche. Le nouveau FGS n'avait pas l'intention de voir la majeure partie de l'aide extérieure à la sécurité dirigée vers les FMS¹⁹. Les donateurs n'ont pas tenu Farmaajo responsable de la mise en œuvre de l'Accord de Londres, et le financement a été redirigé exclusivement vers les forces fédérales, qui ont

ensuite été déployées plus agressivement contre l'opposition nationale que contre Al-Shabaab. Ces mesures ont été les premiers indicateurs de la déviation politique plus large de la Villa Somalia du fédéralisme vers un État centralisé et unitaire²⁰. Cependant, l'élan contre les militants a été perdu, et la fédération a commencé à s'effiloche. L'appellation AMISOM a été changée de manière optimiste en Mission transitoire de l'UA en Somalie (ATMIS), sans que la fin de la « transition » ne soit toutefois en perspective.

Depuis que HSM a accédé à la présidence pour la deuxième fois en 2022, la position du gouvernement fédéral à l'égard de la mission de l'UA se mue fréquemment, alternant entre des demandes de réduction des effectifs, des pauses stratégiques et des demandes d'augmentation des troupes. Peu après l'entrée en fonction de HSM, les milices claniques de la région d'Hiiraan, collectivement connues sous le nom de Macawiisley, ont lancé une série d'opérations réussies contre Al-Shabaab et ont réalisé d'importants gains territoriaux. Le FGS a d'abord soutenu ces efforts en déployant des forces spéciales Danab formées par les États-Unis pour aider au renseignement, au ciblage et à la coordination. Mais à partir de la mi-2023, lorsque la présidence a tenté d'arracher le commandement de la campagne aux clans locaux pour le placer sous le contrôle de l'armée nationale somalienne, elle a échoué et s'est effondrée, permettant à Al-Shabaab de regagner le terrain qu'il avait perdu.

Les partenaires internationaux sont de plus en plus mal à l'aise à l'idée de financer une armée somalienne qui se déploie de plus en plus contre les opposants politiques que contre Al-Shabaab.

Néanmoins, au début de l'année 2024, la Villa Somalia a exigé que les effectifs de l'ATMIS soient réduits à moins de 12 000 soldats avant la fin de l'année, rejetant les objections de l'UA selon lesquelles la mission deviendrait intenable. Un an plus tard jour pour jour, avec la résurgence d'Al-Shabaab dans le centre-sud de la Somalie, le FGS a fait brusquement volte-face et a appelé à un « renforcement » de 8 000 hommes de l'ATMIS. Étant donné que les fluctuations erratiques des effectifs de la force de l'UA requis par Mogadiscio ne peuvent être justifiés par les progrès réalisés sur le champ de bataille, une explication plus plausible, fondée sur des discussions franches entre les responsables somaliens et leurs homologues étrangers, tient à l'espoir mal placé de

Villa Somalia de voir les ressources économisées dans le cadre de la mission de l'UA simplement réaffectées à l'armée nationale somalienne.

Les partenaires internationaux sont de plus en plus mal à l'aise à l'idée de financer une armée somalienne qui se déploie de plus en plus contre les opposants politiques que contre Al-Shabaab²¹. Une offensive de la SNA contre l'administration du Jubaland en 2024 avait dégénéré en fiasco, des centaines de soldats fédéraux vaincus s'étant enfuis au Kenya. Cette déroute avait laissé de nombreux partenaires internationaux furieux du détournement de l'aide sécuritaire par le FGS pour combattre ses propres FMS au lieu d'Al-Shabaab. Au milieu de l'année 2025, les livraisons d'armes de Villa Somalia aux milices soutenues par le FGS au Puntland et au Jubaland ont contraint les gouvernements des deux États à détourner leur attention et leurs ressources des opérations antiterroristes. Depuis juillet 2025, les forces fédérales ont repris leurs efforts pour arracher la région de Gedo au Jubaland, déclenchant des affrontements intermittents le long des frontières éthiopienne et kényane.

Certains gouvernements étrangers ont par la suite commencé à recalibrer leurs partenariats sécuritaires avec la Somalie. Ces derniers mois, les États-Unis, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et le Kenya ont tous apporté un soutien direct à la vigoureuse campagne terrestre menée par le gouvernement du Puntland contre les combattants de l'État islamique, en démantelant leur bastion du nord et en perturbant les opérations financières mondiales du groupe terroriste. Dans le sud de la Somalie, le Kenya et l'Éthiopie ont fait part de leur mécontentement croissant face à la belligérance de Mogadiscio envers l'administration du Jubaland, avec laquelle ils coopèrent tous deux pour assurer la sécurité de leurs frontières²².

L'AUSSOM a reçu à peine un quart du budget de 166 millions de dollars de la mission pour 2025, tout en prenant en charge plus de 100 millions de dollars d'arriérés de 2024²³. Les contributions attendues de l'UE et d'autres donateurs ne combleront probablement pas le déficit de financement, mais elles pourraient permettre à l'AUSSOM de boiter vers 2026 sous une forme diminuée et avec une profonde incertitude quant à sa durée. La question de savoir si les partenaires internationaux retrouveront ou non l'envie de continuer à financer la mission à un niveau suffisant pour effectuer sa mission pourrait en partie être influencée par les perspectives politiques de la Somalie au-delà de l'échéance du mandat de HSM en mai 2026.

PERSPECTIVES

Alors que le deuxième mandat présidentiel de HSM touche à sa fin, la Somalie est au bord d'une polycrise Constitutionnelle, politique, électorale, économique et sécuritaire encore plus profonde, dont une grande partie est auto-infligée. Le « choix de Hobson » du FGS entre une élection déséquilibrée ou pas d'élection du tout menace de mettre à rude épreuve le règlement politique instable du pays et de le porter au-delà du point de rupture. Le cas échéant, une opposition armée pourrait se porter dans les rues de Mogadiscio et laisser le gouvernement fédéral encore plus isolé et affaibli qu'il ne l'est à l'heure actuelle. La tolérance des donateurs à l'égard du statu quo, qui implique un soutien financier continu et le financement des charges de l'AUSSOM, sera fortement mise à l'épreuve. Entre-temps, le calcul stratégique d'Al-Shabaab évolue régulièrement en faveur de la prise de la capitale.

Al-Shabaab ne peut être vaincu que par une action militaire simultanée sur plusieurs fronts, l'objectif stratégique étant de démanteler ses bastions dans la vallée de la rivière Juba et dans le sud-ouest de la Somalie.

Les espoirs de voir Al-Shabaab considéré comme un acteur politique raisonnable et un partenaire potentiel dans la gouvernance de la Somalie sont infondés et n'ont pas été testés. Les messages du groupe lui-même — dont une vidéo datant de septembre 2025 qui dénonce l'ordre Constitutionnel, les droits des femmes, la musique et la danse comme des formes d'hérésie — ne laissent planer aucun doute quant à son intention d'instaurer une théocratie totalitaire en Somalie. Un régime qui serait plus proche des Talibans en Afghanistan que de l'adhésion maladroite de Hay'at Tahrir al-Sham à la démocratie Constitutionnelle en Syrie. Toute tentative de négociation d'un accord entre la Villa Somalia et Al-Shabaab sera très certainement rejetée par le Puntland et le Jubaland qui ont toujours défendu leur autonomie par rapport à Mogadiscio et ont combattu les djihadistes avec plus de constance et, relativement parlant, plus de succès que le FGS. Les attaques d'Al-Shabaab contre les troupes kenyanes et éthiopiennes dans les zones frontalières risquent de s'accélérer et de s'intensifier, à moins qu'une

entente diplomatique ne soit conclue. Mais cela rendrait le reste de la Somalie plus vulnérable à la déstabilisation et à l'agression d'Al-Shabaab ce qui pourrait ouvrir un nouveau chapitre dans la guerre civile somalienne. Entre-temps, les intérêts divergents des puissances régionales rivales risquent davantage d'aggraver et d'enraciner le conflit, comme c'est le cas au Soudan, que de l'enrayer et de le contenir.

Il est encore possible de sortir la Somalie de l'abîme et de la remettre sur la voie du redressement, mais il s'agit avant tout d'un défi politique plutôt que militaire. Al-Shabaab ne peut être vaincu que par une action militaire simultanée sur plusieurs fronts, l'objectif stratégique étant de démanteler ses bastions dans la vallée de la rivière Juba et dans le sud-ouest de la Somalie. Cet objectif ne peut être atteint que par un déploiement coordonné des forces de sécurité des FMS, avec certaines unités fédérales jouant un rôle de soutien. Mais cela exigerait un niveau de confiance entre les FGS et les dirigeants politiques des FMS qui fait actuellement défaut.

L'administration HSM semble se concentrer davantage sur la mise à l'écart et la subordination des FMS que sur l'obtention de leur soutien dans le cadre d'un effort commun de lutte contre Al-Shabaab. Ce faisant, elle sous-estime apparemment la vulnérabilité de Mogadiscio face à une offensive d'Al-Shabaab. Les partenaires internationaux sont confrontés à un choix : intervenir d'urgence et avec suffisamment de force pour induire un changement de cap dans les mois à venir, ou laisser les événements se dérouler pendant qu'ils examinent les implications et les options à plus long terme.

Gouvernement d'unité nationale

La formation d'une coalition nationale cohérente contre Al-Shabaab est probablement irréalisable sans la restructuration du FGS en un gouvernement d'unité nationale. Dans un premier temps, HSM devrait convoquer une conférence d'urgence des dirigeants des FMS afin d'entamer un processus de rétablissement de la confiance et de convenir d'une stratégie militaire commune. Mais avec de telles tensions, une confiance si faible et un échéance si courte, rétablir la confiance entre le gouvernement de HSM et les autres dirigeants politiques sera une tâche ardue. L'intervention de véritables intermédiaires honnêtes serait probablement indispensable.

Convaincre les dirigeants des FMS et les autres forces politiques que la Villa Somalia prend au sérieux le partage du pouvoir dépendra de la volonté de HSM de revenir aux principes fondamentaux de la Constitution provisoire, notamment une approche fondée sur les règles et le consensus pour les amendements Constitutionnels et la loi organique qui affectent les intérêts des FMS. Cela impliquerait de revenir au texte original de la Constitution provisoire de 2012 et d'organiser des élections fédérales indirectes d'ici mai 2026. La confiance dans le processus électoral serait incommensurablement renforcée si HSM nommait un organisme de gestion des élections fédérales véritablement neutre et indépendant pour superviser les préparatifs et la mise en œuvre du vote, et s'il annonçait qu'il ne se présentera pas pour un nouveau mandat. Certains observateurs seront peut-être déçus par la perspective d'une nouvelle élection indirecte basée sur les clans en mai 2026, mais une transition politique en douceur, ancrée dans des méthodes prouvées, est préférable à une compétition électorale dangereusement litigieuse et contestée ou à une prolongation du mandat présidentiel.

Le plus grand atout des forces anti-Al-Shabaab n'est pas le fait d'allier leur puissance militaire, mais la promesse d'une vie meilleure que celle qu'offre Al-Shabaab.

Sur le plan militaire, il sera essentiel de reconfigurer l'architecture de sécurité nationale de la Somalie afin d'intégrer et d'autonomiser les forces des FMS, y compris les milices de défense locales. Le pacte de sécurité de 2017 pourrait servir de cadre aux négociations, en attribuant davantage de responsabilités et de ressources aux FMS dans la planification et l'exécution des opérations de contre-insurrection. Un comité de coordination militaire de haut niveau, doté de fonctions décentralisées dans chaque État-major de FMS, devrait être mis en place pour élaborer une stratégie unifiée de lutte contre Al-Shabaab. Cela permettrait de déplacer le centre de gravité des combats du centre de la Somalie vers les bastions djihadistes et les éléments du quartier général situés dans le sud-ouest.

L'autonomie politique de l'AUSSOM devrait être renforcée, en éliminant l'ingérence politique de la Villa Somalia dans la sélection et le déploiement des contingents nationaux. Sous réserve d'un soutien financier, la mission principale de l'AUSSOM devrait être de consolider ses succès à ce jour, de sécuriser les sites et les fonctions gouvernementaux essentiels

du FGS et des FMS, et de poursuivre la fourniture de fonctions spécifiques d'appui au combat pour les opérations offensives somaliennes. La participation de l'AUSSOM à des opérations offensives terrestres ne devrait être autorisée que dans des circonstances exceptionnelles, à la discrétion du commandant de la force. En outre, le commandement et le contrôle des opérations devraient être transférés de manière substantielle au niveau sectoriel, ce qui permettrait une communication plus étroite avec les forces de sécurité des FMS et les milices de défense communautaire, ainsi qu'avec la SNA.

L'engagement et le soutien des partenaires extérieurs amélioreraient considérablement les chances de succès. Les partenaires internationaux devraient être prêts à faire preuve de souplesse dans le rééquilibrage des programmes de « formation et d'équipement », ainsi que dans l'affectation des ressources, en accordant la même priorité aux FMS et aux forces de défense communautaires, conformément à une architecture de sécurité nationale et à des plans stratégiques reconfigurés.

Effondrement et endiguement

Dans le pire des cas, le rejet par la Villa Somalia d'un gouvernement d'unité nationale ne devrait pas faire obstacle à une action concertée contre Al-Shabaab, puisque les FMS et d'autres forces politiques somaliennes pourraient, indépendamment du FGS, unir leurs forces contre cette menace commune. L'Éthiopie, le Kenya, les Émirats arabes unis et les États-Unis ont démontré de manière convaincante la valeur d'un partenariat direct avec les forces étatiques et locales et devraient conserver cette option.

De même, la prise éventuelle de Mogadiscio par Al-Shabaab ne doit pas présager une conquête totale de la Somalie par les djihadistes. Un gouvernement fédéral provisoire, composé des FMS, des autorités régionales et d'autres forces politiques, pourrait être établi dans une capitale provisoire sécurisée, préservant les fonctions essentielles d'un État tout en exerçant un contrôle territorial de facto sur plus de la moitié du territoire de la Somalie entre le golfe d'Aden et la frontière kényane.

L'équilibre des forces entre un Al-Shabaab basé à Mogadiscio et un gouvernement fédéral provisoire situé par exemple à Baidoa serait initialement à forces égales mais de plus en plus instable. Outre la valeur symbolique du contrôle de la



Variante du drapeau utilisé par Al-Shabaab.

capitale nationale, l'accès total d'Al-Shabaab aux revenus du port de Mogadiscio pourrait tripler ses revenus du jour au lendemain. Étant donné que les militants hériteraient de la plupart des armes, équipements et véhicules actuellement en possession de la SNA, les capacités militaires d'Al-Shabaab augmenteraient rapidement.

De l'autre côté de l'équation militaire, les forces de sécurité des États du Puntland, du Jubaland et de la région de Hiiraan, entre autres, se sont déjà montrées bien plus efficaces au combat que les troupes fédérales. Elles ont également mieux résisté aux influences islamistes qui cherchent à créer un gouvernement théocratique. Avec le soutien transfrontalier

de l'Éthiopie et du Kenya, et renforcées par des alliés régionaux et internationaux, elles auraient encore plus de chances de contenir les avancées d'Al-Shabaab, tout en préparant le terrain pour une contre-offensive concertée contre les bastions vitaux d'Al-Shabaab dans les vallées de Juba et de Shabelle.

Le plus grand atout des forces anti-Al-Shabaab n'est cependant pas leur puissance militaire combinée, mais la promesse d'une vie meilleure que sous Al-Shabaab. Le Somaliland, le Puntland et dans une moindre mesure d'autres administrations FMS ont prouvé qu'ils étaient capables de fournir non seulement la paix et la sécurité, mais aussi des opportunités économiques et des libertés individuelles qu'Al-Shabaab ne tolérera jamais. À moins qu'un nouveau gouvernement d'unité nationale ou une autorité provisoire ne promette véritablement des jours meilleurs, l'avenir de la Somalie sera aussi sombre que la bannière noire d'Al-Shabaab.

NOTES

- ¹ Omar Mahmood, « Somalia's Constitutional Revision Is Deepening Political Divisions », *World Politics Review*, 7 juin 2024.
- ² « Somalia's Opposition, regional leaders form new alliance », *Somali Guardian*, 2 octobre 2025.
- ³ Banque mondiale et Programme des Nations unies pour le développement, « Somali Joint Needs Assessment : Macroeconomic Policy Framework and Data Development Cluster Report », août 2006.
- ⁴ Ioan M. Lewis, « Introduction : The Uncentralised Somali Legacy », dans *A Study of Decentralised Political Structures for Somalia : A Menu of Options* (European Commission Somalia Unit, 1995), 1-13.
- ⁵ République fédérale de Somalie : Constitution provisoire, adoptée le 1^{er} août 2012.
- ⁶ Ibid.
- ⁷ Mohamed Sheikh Nor, « Somalia: President Mohamud's new party could centralise power, critics warn », *The Africa Report*, 21 mai 2025.
- ⁸ « Somalia : Ex-President Warns Against Term Extension, Calls for Urgent Electoral Consensus », *Garowe Online*, 1^{er} septembre 2025; Abdijaliil Osman, « Decoding President Hassan Sheikh Mohamud's Plan to Stay in Power Beyond 2026 », *Wardheer News*, 12 novembre 2025.
- ⁹ Constitution provisoire, 2012.
- ¹⁰ Ibid.
- ¹¹ Human Rights Watch, « Somalia : Constitutional Proposals Put Children at Risk », 29 mars 2024.
- ¹² Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Cartographie des engagements croissants des acteurs des États du Golfe en Afrique de l'Est », *Infographie*, 29 juillet 2025.
- ¹³ Bashir Mohamed Caato, « Exclusive : Inside the UAE's secret Sudan war operation at Somalia's Bosaso », *Middle East Eye*, 31 octobre 2025.
- ¹⁴ Amnesty International, « Supporting and strengthening the work of Somali human rights defenders – a workshop report », Rapport de séminaire, juillet 2003.
- ¹⁵ Union africaine, « Résumé : AU Fact Finding Mission to Somaliland (30 April to 4 May 2005) », non-daté.
- ¹⁶ Ibid.
- ¹⁷ Ambassadrice Dorothy Shea, Mission des États-Unis d'Amérique auprès des Nations unies, « Explanation of Vote Following the Adoption of a UN Security Council Resolution on the AU Stabilization and Support Mission in Somalia », 27 décembre 2024.
- ¹⁸ London Somalia Conference Security Pact, 11 mai 2017.
- ¹⁹ Matt Bryden, « Fake Fight: The Quiet Jihadist Takeover of Somalia », *The Elephant*, 8 novembre 2021.
- ²⁰ Matt Bryden et Theodore Murphy, « Somalia's election impasse: A crisis of state building », *Conseil européen des relations internationales*, 16 février 2021.
- ²¹ Africa Defense Forum, « Les Chebabs montent en flèche alors que les États somaliens se chamaillent », 19 août 2025.
- ²² « Somalia's President Rallies Regional Allies Before Renewed Talks with Jubaland Leader », *Somali Guardian*, 23 octobre 2025.
- ²³ Organisation des Nations unies, « Rapport de l'examen stratégique indépendant du Bureau d'appui des Nations unies en Somalie », A/79/907-S/2025/268, 1^{er} mai 2025.



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Amanda J. Dory, Directrice
National Defense University
Fort Lesley J. McNair
Washington, DC 20319-5066
+1 202-685-7300
www.africacenter.org

Bulletins de la sécurité africaine
Joseph Siegle, Ph.D.
Directeur de la recherche
sieglej@ndu.edu
+1 202-685-6808
ISSN 2164-4047

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution académique créée par le Département de la Défense des États-Unis en tant que forum objectif pour la recherche, la réalisation de programmes académiques et l'échange des idées. Les bulletins de la sécurité africaine présentent le résultat de recherches et d'analyses qui ont pour objectif d'approfondir la compréhension dans le domaine de la sécurité en Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations qui y sont exprimées directement ou de façon implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas obligatoirement celles du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.